

Alain Rannou :

Concrétiser les espoirs que nous avons fait naître

Avril 1968, 1er mai 68. Qui aurait pu dire que cela annonçait le plus formidable mouvement social en France de ces cinquante dernières années en France ?

14 juin 1973 : je viens discuter avec les camarades de la cellule Lip et leur proposer dans le cadre de la stratégie de contrôle ouvrier de fabriquer et vendre des montres. Dans le débat, les questions tournent autour de : **est-ce possible ? est-ce qu'on pourra en vendre ? comment faire pour que cela se sache dans la classe ouvrière française ?** Personne, mais vraiment personne, n'imagine alors ce que va être l'ampleur du mouvement qui va suivre, sa popularité, etc.

On pourrait multiplier les exemples. Je n'ai voulu prendre que deux faits marquants. Cela ne veut pas dire qu'un mouvement social ou politique soit imprévisible, spontané, etc., mais simplement qu'il n'existe pas en termes statiques, mais au contraire dynamiques. Au départ de tout mouvement il y a un certain nombre de points de cristallisation, de propositions, d'acquis antérieurs. Si ce point de départ correspond à un besoin réel de la classe ouvrière, à une aspiration profonde, alors le mouvement se développe, le dépasse largement.

C'est l'enjeu de la restructuration du mouvement ouvrier aujourd'hui. Si on la conçoit d'une manière statique uniquement organisationnelle, l'enjeu devient une fusion PS-PSU. C'est bien entendu un échec par avance, car tout ce que dit Craipeau sur l'impossibilité de changement de nature du PS serait vrai. Il est juste de dire que le PSU est une force sociale importante, qu'il est porteur du seul projet politique qui puisse permettre la révolution socialiste. Que le PS soit une force

électorale importante sans contenu politique révolutionnaire, sans véritable insertion dans la lutte de classe est une réalité. Ce serait une erreur politique profonde de croire qu'il suffirait de fusionner pour que ces deux forces complémentaires, additionnées, donnent la grande organisation socialiste autogestionnaire dont les travailleurs ont besoin. Cela reviendrait à supprimer le PSU et ses acquis sans que la nature du PS actuel change. Nous serions réduits à un jeu de tendance dans un appareil, sans capacité réelle d'actions et de propositions autonomes qui puissent être reprises et amplifiées par le mouvement des masses. L'échec du CERES est riche d'enseignements.

Regardons ce qui existe aujourd'hui. Il y a un certain rapport de force entre les organisations politiques (organisationnel, électoral...). Il existe un certain rapport au niveau social (thèmes mis en avant, stratégie de luttes...). Il n'y a pas adéquation entre les deux rapports de force.

Il n'y a plus une lutte importante où les travailleurs ne mettent en avant les thèmes que nous défendons : assemblée générale des travailleurs, lutte antihiérarchique, augmentation uniforme... La stratégie de contrôle ouvrier est prise en charge par de plus en plus de travailleurs. La C.G.T., par exemple, est forcée, devant ce mouvement en profondeur, de reprendre à son compte certains points (ex. : l'article de Le Guen dans **le Peuple** sur la stratégie salariale). Mais cette évolution du rapport de force au niveau social ne se retraduit pas automatiquement au niveau politique. Les camarades qui croient que logiquement le rééquilibrage se fera tout seul font l'erreur consistant à croire que la prise de conscience des travailleurs au niveau social se traduit automatiquement dans

l'instance politique. La lutte des classes ne connaît jamais un développement linéaire, les prises de conscience non plus.

Nous l'avons dit pendant et après la bataille des présidentielles, ce qui a manqué sans doute le plus pour la victoire, c'est un projet de société correspondant aux aspirations fondamentales de tous ceux qui subissent l'exploitation capitaliste. Si cela manquait, ce n'est pas que les travailleurs aspirent, spontanément, à des changements socialistes, mais qu'au travers du développement de la lutte de classe, ils en ont pris conscience. Nous retrouvons là le décalage entre social et politique, puisque cette traduction d'une espérance de changement se faisait au travers de la victoire de Mitterrand.

C'est ce qui fait l'enjeu de la période. Le décalage existant entre l'instance sociale et l'instance politique crée pour le mouvement ouvrier la nécessité d'une restructuration. Mais cette restructuration peut avoir deux effets :

—ou bien, il existe les moyens de créer une puissante force politique socialiste autogestionnaire, et cela modifiera profondément les rapports de force dans le mouvement ouvrier ;

—ou bien nous n'avons pas la capacité de développer cette force et il est à craindre que la restructuration se fera dans l'autre sens. Sans possibilité de débouché politique, sans prise en charge à ce niveau du contenu de leur lutte ; petit à petit, il y aura effritement de la stratégie du contrôle, parce qu'il n'y aura pas de traduction en terme de pouvoir.

Créer les conditions d'apparition d'une force politique pour le socialisme autogestionnaire, puissante et crédible, cela veut dire quoi ? Pour moi, cela veut dire, vu les conditions, un rassemblement dans cette force de tous ceux qui consciemment ou non, au travers de leurs luttes de contrôle, aspirent à un tel changement. Nous devons donc regarder où ils se trouvent.

Dans le PSU d'abord bien évidemment, mais assez minoritairement. Dans le PS ensuite. On ne peut pas faire comme si nombre de travailleurs, de paysans, qui se sont battus sur nos positions, souvent avec nous, ne se retournent pas vers le PS pour y adhérer, même si la nature de cette organisation fait qu'ils n'y militent pas ou peu.

Regardons les choses objectivement. Est-ce que nous pouvons dire que le PS d'aujourd'hui, c'est la même chose que la SFIO et la Convention d'hier? Bien sûr que non. Le mouvement qui a été créé par Epinay lui a donné une base sociale (même si cette base ne suffit pas à donner une expression militante sur le terrain social) profondément différente. Et enfin, ceux qui ne se sont pas organisés politiquement militent dans des organisations syndicales, des associations de parents d'élèves, des associations familiales, etc.

Il s'agit de créer une dynamique qui par l'ampleur de son développement, dépasse les cadres qui existent aujourd'hui. Est-ce possible ? Est-ce qu'elle sera suffisamment puissante pour ne pas être bloquée, engluée dans la social-démocratie. La réponse ne peut pas être en termes affectifs, ou en analyse théorique coupée des réalités d'aujourd'hui, mais dans une vérification politique dans les faits.

Cette vérification ne peut se faire que par le débat. C'est pourquoi la DPN a proposé une rencontre des forces socialistes. Si cette rencontre ne doit être qu'une espèce de colloque entre des directions d'organisations, alors le parti en tirera les conclusions qui s'imposent. Si au contraire, dans le cadre de la préparation, il y a des débats au niveau régional, au niveau de la ville, au niveau des entreprises, entre des militants, partant de leur expérience pour se poser le problème du projet de société à construire, de la politique et de la stratégie qu'il faut pour avancer, de la nature du parti nécessaire, etc., alors il se créera un mouvement, une dynamique qui déboucheront sur des assises d'une tout autre nature. Le Parti pourra alors mesurer concrètement les réalités, peser l'évolution et débattre des conséquences que cela peut avoir sur la stratégie, au besoin sur son existence propre.

On ne peut pas faire l'impasse sur le PS, tant pour les raisons évoquées plus haut que pour les espoirs que bon nombre de travailleurs placent en lui sur sa capacité de créer des conditions de changement politique comme sur les possibilités de changement qui peuvent exister en son sein.

Yvan, dans sa tribune, nous dit : le PS a dit non et accepte seulement de s'élargir. Sérieusement, attendait-il une autre réponse

de l'appareil de ce parti ? Le patriotisme de parti, la crainte pour les notables sociaux-démocrates de voir cette dynamique se développer, le refus pour d'autres de voir clairement mis au jour l'échec de leur stratégie, tout cela concourt à ce qu'aujourd'hui les interventions à la convention du PS convergent dans ce sens. Remarquons malgré tout que le texte de la résolution ne pose plus le problème de l'intégration pure et simple.

Et puis, est-ce parce que le PS n'accepte pas immédiatement ce que nous proposons que tout cela est terminé ? Le PSU n'a pas l'habitude de capituler au premier écueil !

Il ne s'agit absolument pas de liquider le PSU ni la perspective autogestionnaire. Il s'agit de voir si le développement de luttes sociales qui se situent dans cette perspective peut trouver sa traduction sur le terrain politique et dans une organisation socialiste de masse.

On peut aussi, par repli sur soi-même, ou par maintien de statu quo, comme le propose en fait Yvan Craipeau tout faire pour qu'un grand parti social-démocrate se développe en France. Est-ce la bonne solution pour la classe ouvrière, pour l'avancée du socialisme ?

Alain RANNOU ■